



Confédération syndicale internationale

CONSEIL GÉNÉRAL

Vienne, Autriche, du 29 novembre au 1^{er} décembre 2016

Point 2 à l'ordre du jour:

Rapport de la 15^e réunion du Conseil général de la CSI (São Paulo, Brésil, du 10 au 12 octobre 2015)

Le Conseil général est invité à approuver le rapport de la 15^e réunion du Conseil général (São Paulo, Brésil, du 10 au 12 octobre 2015).

CONFÉDÉRATION SYNDICALE INTERNATIONALE
RÉSUMÉ DES DÉCISIONS PRISES PAR LE CONSEIL GÉNÉRAL
LORS DE SA 15^E SESSION

São Paulo, Brésil, du 10 au 12 octobre 2015

Point 1 à l'ordre du jour: Ouverture de la réunion et adoption de l'ordre du jour

Le président de la CSI, João Antonio Felicio, a souhaité la bienvenue aux membres du Conseil général à São Paulo, Brésil, et a ouvert la réunion.

Le projet d'ordre du jour ([annexe I](#)) et le programme ont été présentés.

Le Conseil général **A ADOPTÉ** le projet d'ordre du jour et le programme.

Point 2 à l'ordre du jour: Rapport de la 14^e réunion du Conseil général de la CSI (Bruxelles, Belgique, du 16 au 18 décembre 2014)

Le président a présenté le rapport de la 14^e réunion du Conseil général.

Le Conseil général **A ADOPTÉ** le rapport.

Point 3 à l'ordre du jour: Nécrologie

Le Conseil général a observé une minute de silence en mémoire des camarades décédés, en rendant hommage à leur remarquable contribution au syndicalisme: Togar Marbun, George Muchai Kabete, Antoine Obame Eyeghe, Fred Higgs, Manuel Diogo da Silva Neto, Hans Engelberts, David André Silamo, Peter Conway, Connie Angco, Mohamed Amadu Deen, Jamal Sanbani et Atef Saad.

Point 4 à l'ordre du jour: Organes statutaires

Le secrétaire général adjoint, Jaap Wienen, a présenté le document informant le Conseil général des changements supplémentaires suivants:

Mme Champa Verma (Inde – INTUC) a été élue présidente du Comité des femmes de la CSI-AP, remplaçant dès lors Mme Florencia Cabatingan (Philippines – TUCP) en tant que membre titulaire au Conseil général et Mme Vidya Singh (Fidji – FTUC) en tant que première suppléante au Bureau exécutif.

Mme Mindy Ram (IFJ) remplace Mme Pamela Morinière (IFJ) au Comité des femmes de la CSI.

Le Conseil général **A ADOPTÉ** les changements mis en évidence dans le document 15GC/F/4 et a, par conséquent, **RATIFIÉ** la nouvelle composition des organes statutaires de la CSI.

Point 5 à l'ordre du jour: Questions concernant les affiliations

Le document a été présenté par le secrétaire général adjoint de la CSI, Jaap Wienen.

1. Demandes d'affiliation que l'on propose d'accepter

Le Conseil général **A DÉCIDÉ** d'accepter l'affiliation à la CSI des organisations suivantes:

Brésil	NCST
Inde	CFTUI
Kazakhstan	FPK
Paraguay	CESITP
Paraguay	CUT

2. Demandes d'affiliation que l'on propose de continuer d'examiner

Le Conseil général **A DÉCIDÉ** de continuer d'examiner les demandes d'affiliation suivantes:

AFRIQUE:

Bénin	CSPIB
Rép. centrafricaine	SATPC
RDC Congo	SYNATRACO
Côte d'Ivoire	CSH
Côte d'Ivoire	U.NA.TR-CI
Gabon	CSTG
Guinée	COSATREG
Kenya	TUC-KE
Ouganda	COFTU
Tunisie	CGTT
Zambie	FFTUZ

AMÉRIQUES:

Barbade	CTUSAB
Jamaïque	NWU
Mexique	CAT Guanajuato
Mexique	FNTSU
Pérou	CSP
Pérou	CTP

ASIE-PACIFIQUE:

Bangladesh	JSF
Cambodge	NACC
Inde	Christian Democratic Union CDU
Iran	CIWR
Iran	ICWA
Israël	Koach La'Ovdim – Democratic Trade Union
Jordanie	FITU
Sri Lanka	Sri Lanka Plantation Employees Union
Vietnam	VLF

EUROPE:

France	FSU
Lettonie	TUAL
Tadjikistan	FTuiT
Ukraine	Federation of Trade Unions of Workers of Small and Medium Enterprises of Ukraine

3. Demandes d'affiliation en suspens à long terme

Le Conseil général **A PRIS NOTE** des suivantes demandes d'affiliation en suspens à long terme:

Sahara occidental	UGT-SARIO
-------------------	-----------

Le Conseil général a décidé de ne plus examiner la demande d'affiliation du FICTU, Fidji, et de l'ajouter à la liste des demandes d'affiliation que l'on propose de ne plus examiner.

Le Conseil général a décidé d'organiser de nouvelles missions en 2016 dans les deux territoires du Sahara occidental (Tindouf et Laâyoune).

Le Conseil général a décidé d'accorder au KGWSU, Irak – Kurdistan, le statut d'Organisation associée.

4. Demandes d'affiliation que l'on propose de ne plus examiner

Le Conseil général **A DÉCIDÉ** de ne plus examiner les demandes d'affiliation des organisations suivantes:

Angola	Força Sindical
Rép. centrafricaine	FOC
Congo	SYMCO
Costa Rica	CCTDNS RN
Fidji	FICTU
Indonésie	KSPN-NTUCI
Maroc	UNTM
Norvège	Solidaritet

5. Autres questions concernant les affiliations

Bangladesh	JSL et BLF
Cambodge	CCTU

Le Conseil général a décidé de suivre de près les activités et les positions de la JSL et de la BLF et d'envisager une mission au Bangladesh. Le Conseil général a également décidé de charger le Secrétariat de suivre de près les activités et les positions de la CCTU sur le salaire minimum et la législation du travail durant les 12 mois à venir et de communiquer les résultats au Conseil général lors de sa prochaine réunion.

6. Organisations associées (OA)

Le Conseil général **A DÉCIDÉ**:

- a. d'accorder le statut d'Organisation associée aux organisations suivantes:

Kazakhstan	CFTUK
Irak – Kurdistan	KGWSU
Irak	GFWUI
Ouzbékistan	FTUz

Le Conseil général a décidé de suivre de près, sur une base annuelle, les progrès accomplis par la FTUz, Ouzbékistan, en ce qui concerne les questions en matière de travail, et a demandé au secrétariat de soumettre des rapports d'évaluation et d'avancement à la prochaine réunion du Conseil général.

- b. d'accorder l'affiliation à part entière à:

Inde	CFTUI
------	-------

- c. de prolonger le statut d'Organisation associée des organisations suivantes:

Bolivie	CRISOL
Croatie	HUS
Timor oriental	TLTUC
Guinée	UDTG
Irak	GFITU (ancienne GFIW)
Kirghizistan	FPKg
Lesotho	LECODU

Macédoine	KSS
Papouasie- Nouvelle-Guinée	PNGTUC
Slovaquie	NKOS
Togo	UGSL

Le Conseil général a pris note du changement de nom de la fraction indépendante de la GFIW, Irak, désormais dénommée GFITU en tant que successeur légitime de la GFIW, Organisation associée de la CSI.

Point 6 à l'ordre du jour: Renforcer le pouvoir des travailleurs/euses – introduction par la secrétaire générale

La secrétaire générale a présenté les:

- Nouveaux fronts et priorités: points saillants en 2015 et plans de travail de la CSI pour 2016

Nouveaux fronts

- La justice climatique et la transformation industrielle
- Maîtriser le pouvoir des entreprises dans les chaînes d'approvisionnement
- L'élimination de l'esclavage

Priorités actuelles

- Les pays à risque
- La cohérence mondiale et le développement
- La gouvernance mondiale des migrations
- « Comptez avec nous! »
- Les travailleurs et travailleuses domestiques
- L'organisation

Le Conseil général a accueilli avec satisfaction le rapport, **A ADOPTÉ** les trois « Nouveaux fronts » et les priorités actuelles de la CSI, et a demandé que l'accent soit particulièrement mis sur les atteintes aux droits des travailleurs en Europe. Il a appelé toutes les organisations affiliées à s'engager activement dans leur mise en œuvre, en demandant aux donateurs d'envisager de soutenir la mise en œuvre des « Nouveaux fronts » et des priorités au moyen d'un financement direct et moyennant l'alignement de programmes bilatéraux.

- Liberté: rapport *Nouveaux fronts* sur les risques mondiaux

Le Conseil général a adopté le rapport intitulé « Liberté », qui met en évidence la tendance mondiale alarmante à restreindre l'espace démocratique et ses conséquences, notamment les conflits et les déplacements de personnes, la corruption, l'impunité et les crimes violents, les inégalités et les attaques portées aux droits des travailleurs ([annexe II](#)).

Le Conseil général a adopté la résolution sur les atteintes à la démocratie au Brésil ([annexe III](#)).

La secrétaire générale de la CSI a condamné l'atrocité terroriste en Turquie et a transmis un message de solidarité, en exprimant ses condoléances aux organisations affiliées en Turquie. Plus de 100 personnes ont perdu la vie et quelque 250 ont été blessées lors d'un rassemblement pacifique organisé par les syndicats, qui a été pris pour cible par des terroristes. La CSI a demandé une enquête exhaustive et indépendante sur les auteurs de l'attaque. Mme Fatma Çetintaş (Turquie – KESK) a prononcé un discours émouvant.

Le Conseil général a félicité le Quartet tunisien, lauréat du prix Nobel de la paix, bénéficiant de l'intervention de Houcine Abassi, secrétaire général de l'UGTT, l'un des membres du Quartet.

Point 7 à l'ordre du jour: Dossier économique

Peter Bakvis a présenté un rapport sur la situation économique mondiale.

Point 8 à l'ordre du jour: Organisation internationale du travail

Luc Cortebeeck a présenté un rapport oral.

À une époque où plus de 200 millions de travailleurs/euses sont sans emploi, la précarité s'est généralisée, les systèmes de protection sociale et les salaires subissent l'incidence des politiques d'austérité, et la négociation collective fait l'objet d'atteintes; le seul instrument international dont disposent les travailleurs/euses est le système de contrôle de l'OIT.

Il a informé le Conseil général sur le droit de grève, le chômage, la protection sociale, les salaires, la négociation collective, la Commission de l'application des normes, la Commission d'experts, la Commission d'enquête, le Comité de la liberté syndicale et le mécanisme d'examen des normes.

Le Conseil général **A CHARGÉ** la CSI de préparer l'élection du/de la directeur/trice général(e) de l'OIT, dans la mesure où le mandat du directeur général Guy Ryder prendra fin en 2017.

Point 9 à l'ordre du jour: Comité sur le capital des travailleurs

Ton Heerts, président de la FNV, Pays-Bas, et président nouvellement élu du CWC, a fait un rapport oral et a présenté les autres membres nouvellement élus du Comité: Liz Shuler, viceprésidente, secrétaire-trésorière de l'AFL-CIO; Paddy Crumlin, viceprésident, président de l'ITF; et Sharan Burrow, secrétaire générale de la CSI.

Il a indiqué que les principes communs qui doivent être respectés par un régime de retraite sont des pensions décentes, adéquates et prévisibles. En ce qui concerne leur retraite, les travailleurs/euses dépendent de régimes financés par l'impôt, par répartition.

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport.

Point 10 à l'ordre du jour: Partenariat du groupement Global Unions – campagnes stratégiques

Christy Hoffman, secrétaire générale d'UNI, a présenté sa campagne visant à assurer le respect des droits des travailleurs/euses par la société de sécurité internationale Prosegur. UNI a réalisé une brève vidéo percutante et concluante sur les mauvaises conditions de travail de Prosegur en Amérique du Sud. Trois dirigeants syndicaux travaillant chez Prosegur au Chili, au Pérou et en Colombie ont fait l'objet de violentes attaques au cours de l'année dernière.

David Edwards, secrétaire général adjoint de l'Internationale de l'Éducation, a exposé sa campagne en faveur d'une éducation publique de qualité. Le 7^e Congrès mondial de l'Internationale de l'Éducation (IE), qui s'est tenu à Ottawa (Canada), a réaffirmé que l'éducation est un droit humain fondamental et un bien public.

Point 11 à l'ordre du jour: L'après-2015: priorités syndicales concernant les Objectifs de développement durable des Nations unies

Alison Tate a présenté le rapport.

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport et **A ADOPTÉ** la résolution sur le programme de développement international suite à l'adoption par l'ONU des Objectifs de développement durable pour l'après-2015, y compris l'engagement de la CSI à soutenir l'initiative du « Pacte mondial » lancée par le gouvernement suédois ([annexe IV](#)).

Point 12 à l'ordre du jour: Amendements statutaires prescrits par le 3^e Congrès mondial de la CSI

Tim Noonan a présenté le rapport.

Le Conseil général, conformément au mandat que lui a conféré le 3^e Congrès mondial de la CSI selon lequel il devait examiner les amendements aux Statuts concernant les procédures d'élection du/de la secrétaire général(e), ainsi que la composition des genres dans les délégations auprès du Congrès et au Conseil général, a décidé de:

- approuver les propositions d'amendements suivantes aux Statuts et au Règlement, comme base des travaux futurs;
- inviter les membres du Conseil général à soumettre toute proposition supplémentaire au Secrétariat avant la fin février 2016;
- mandater le Bureau exécutif, lors de sa réunion virtuelle en avril 2016, pour examiner et formuler des recommandations en la matière; et
- au cas où il serait nécessaire de poursuivre les discussions, mandater le Bureau exécutif lors de sa réunion en personne juste avant la 16^e réunion du Conseil général pour examiner plus en profondeur les questions et présenter un rapport au Conseil général, qui servirait de base à toute nouvelle décision.

Le Conseil général a, en outre, décidé que toute proposition d'amendement pour adoption lors du 4^e Congrès mondial devrait être adoptée au début de l'ordre du jour du Congrès, avec effet immédiat.

Dans le texte suivant, la nouvelle version à incorporer est indiquée en italique et le texte à supprimer est barré.

Procédure d'élection du/de la secrétaire général(e) de la CSI

Statuts:

Article XIII: Mandats et candidatures

XIII(a) Les organisations affiliées doivent soumettre au/à la secrétaire général(e) les noms de leurs représentant(e)s au moins trois mois avant le Congrès. *Dans cette communication, elles désignent un(e) dirigeant(e) de la délégation qui est habilité(e) à exercer le droit de vote de cette organisation « en tant qu'unité » en vertu des articles XVIII(c) et XXVIII(a) des Statuts et des articles IX (b) et (c) du Règlement du Congrès. La Commission de vérification des mandats étudie toute demande de modification du/de la dirigeant(e) de la délégation présentée par une organisation membre durant le Congrès.*

Article XXVIII(a) Le Congrès élit le/la secrétaire général(e) parmi les candidat(e)s proposé(e)s par les organisations affiliées. Le/la secrétaire(e) général(e) est rééligible à chaque Congrès. Lorsqu'il y a plus d'un candidat, une élection à bulletin secret est organisée, chaque délégation votant en tant qu'une unité, *disposant d'un nombre de voix égal au nombre de membres accrédités par cette organisation comme membres cotisants auprès du Congrès et selon la procédure établie à l'article IX (vote) dans le règlement du Congrès.*

Règlement du Congrès:

Article IX (Vote)

(c) Au cas où un vote a lieu pour l'élection du/de la secrétaire général(e) aux termes de l'article XXVIII(a) des Statuts, les dispositions ci-après s'appliquent:~~la procédure suivante sera d'application:~~ lorsque deux candidats se présentent pour le poste, l'élection se fera à la majorité absolue; au cas où plus de deux candidats se présentent pour le poste, un(e) candidat(e) recevant une majorité absolue sera déclaré(e) gagnant(e). Au cas où la majorité absolue n'est pas atteinte, le/la candidat(e) recevant le nombre le moins élevé de votes à l'issue de ce scrutin, et de chaque scrutin ultérieur est éliminé(e) jusqu'au moment où un(e) candidat(e) obtient la majorité absolue. *La délégation de chaque organisation membre exerce son droit de vote en tant qu'unité, disposant d'un nombre de voix égal au nombre de membres accrédités comme membres cotisants auprès du Congrès. La base pour le calcul de la majorité absolue sera le nombre total des membres cotisants des organisations membres accrédités auprès du Congrès. votes pouvant être exprimés par les délégations au Congrès selon la formule établie aux termes de l'Article XXVIII(a).*

(d) *La procédure concernant le déroulement du scrutin en vue de l'élection du/de la secrétaire général(e) est la suivante:*

- (i) *Au moment du vote, le/la dirigeant(e) de la délégation de chaque organisation membre reçoit une enveloppe portant le nom de son organisation.*
- (ii) *Cette enveloppe contient un bulletin indiquant le nombre de membres accrédités de cette organisation auprès du Congrès, le nom des candidat(e)s ainsi que le cachet et la signature du/de la président(e) de la Commission de vérification des mandats. Le/La dirigeant(e) de la délégation indique sur le bulletin le nom du/de la candidat(e) pour qui l'organisation membre souhaite voter et émet son vote.*
- (iii) *Les président(e)s des Commissions de vérification des mandats et du Règlement du Congrès, assisté(e)s des membres de ces commissions et du Secrétariat de la CSI, surveillent la remise des bulletins de vote et les procédures de vote afin de veiller au respect des Statuts et du Règlement du Congrès et de toute autre procédure ayant pu être décidée par le Congrès en séance plénière conformément aux dispositions des Statuts.*
- (iv) *Le Conseil général recommande au Congrès un notaire public ou une autre personne investie d'une autorité ou d'une responsabilité juridiques équivalentes. Dès l'approbation de cette personne par le Congrès, il/elle procède au dépouillement des votes et présente un rapport notarié sur ce dépouillement à la Commission de vérification des mandats.*
- (v) *Le dépouillement des bulletins de vote est effectué en présence des président(e)s des Commissions de vérification des mandats et du Règlement ou d'un membre désigné de leur Commission respective, de sorte à garantir l'intégrité et le caractère secret du dépouillement. Les bulletins de vote, une fois dépouillés, sont ensuite placés sous la surveillance du notaire, jusqu'à ce que le rapport de la Commission de vérification des mandats confirmant les résultats du scrutin soit adopté en plénière.*

Équilibre des genres:

- i) *L'équilibre des genres dans le nombre total des délégué(e)s au Congrès:*

Incorporer un nouvel alinéa à l'article XI des Statuts: « Au cas où les femmes représenteraient moins de 50 % dans la composition globale des délégations au Congrès, la Commission de vérification des mandats accepte toutes les nominations des organisations comprenant plus de 50 % des femmes dans leur délégation. »

Amender l'article XXXII(b) en ajoutant le texte suivant:

Toutes les organisations membres devront notifier au secrétaire général, avant le 15 octobre de chaque année, leur nombre de membres cotisants, qui servira de base pour calculer les cotisations d'affiliation durant l'année suivante. Cette notification devra comporter la composition en pourcentage des genres de leurs membres.

- ii) *Composition des genres au Conseil général:*

Il a, en outre, été décidé que le/la secrétaire général(e) devrait soumettre des propositions d'action en la matière, visant notamment à garantir que, pour la composition du Conseil général après le prochain Congrès, chaque région veille à ce que 40 % minimum de ses candidat(e)s au Conseil général soient des femmes.

Point 13 à l'ordre du jour: Rapports

La secrétaire générale a informé le Conseil général que les rapports suivants étaient soumis pour information et approbation.

(a) Égalité de genre**Rapport de la 9^e réunion du Comité des femmes de la CSI (Bruxelles, les 6 et 7 mai 2015)**

Gladys Branche, présidente du Comité des femmes, a présenté le rapport.

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport.

Arend van Wijngaarden, vice-président de la CNV, Pays-Bas, a présenté un rapport sur la violence à l'égard des femmes sur le lieu de travail. Compte tenu du nombre croissant de femmes sur le marché du travail et de femmes et d'hommes ayant un emploi informel et précaire, le nombre de femmes qui en sont victimes semble augmenter.

Le premier exemplaire de ce rapport a été présenté officiellement à la secrétaire générale de la CSI, à Bruxelles, le 29 septembre 2015.

Le Conseil général **A PRIS ACTE** du rapport et a remercié la CNV de sa contribution.

(b) Rapport de la 7^e réunion du Comité des droits humains et syndicaux de la CSI (São Paulo, Brésil, le 9 octobre 2015)

Rudy De Leeuw, président du Comité des droits humains et syndicaux, a présenté le rapport.

Les principaux points débattus concernaient la dernière version du Rapport des violations des droits syndicaux et l'Indice des droits dans le monde, les principales tendances régionales, les conclusions de la dernière réunion de la Commission de l'application des normes à la CIT, ainsi que les stratégies et les priorités faisant l'objet d'un suivi, la liste des pays à risque à surveiller et les pays cibles, et la campagne thématique sur le travail forcé.

Le Comité des DHS a lancé un appel urgent pour que les organisations syndicales manifestent leur solidarité à l'échelle mondiale envers les réfugiés dans tous les pays et en particulier ceux issus de Syrie en Europe.

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport du Comité.

Point 14 à l'ordre du jour:	Les régions
(a)	Afrique
(b)	Amériques
(c)	Asie et Pacifique
(d)	Sous-région arabe
(e)	CRPE

Le Conseil général **A APPROUVÉ** les rapports.

Point 15 à l'ordre du jour:	Questions financières
(a)	Rapports des 17^e (Bruxelles, le 16 avril 2015 – réunion virtuelle) et 18^e (São Paulo, Brésil, le 10 octobre 2015) réunions du Bureau exécutif de la CSI

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport.

- | | |
|------------|--|
| (b) | Rapports financiers de la CSI pour 2014 |
| (i) | Rapport financier pour 2014 |
| (ii) | Rapport des auditeurs internes pour 2014 |

Le Conseil général **A APPROUVÉ** les rapports.

(c) Organisations régionales de la CSI – rapports financiers pour 2013

- (i) CSI-Af:
 - (a) Rapport financier pour 2013
 - (b) Rapport des auditeurs internes pour 2013

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport financier pour 2013 et le rapport des auditeurs internes pour 2013 de la CSI-Af.

(d) Organisations régionales de la CSI – rapports financiers pour 2014

- (i) ITUC-Af:
 - (a) Rapport financier pour 2014
 - (b) Rapport des auditeurs internes pour 2014

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport financier pour 2014 et le rapport des auditeurs internes pour 2014 de la CSI-Af.

- (ii) CSI-AP:
 - (a) Rapport financier pour 2014
 - (b) Rapport des auditeurs internes pour 2014

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport financier pour 2014 et le rapport des auditeurs internes pour 2014 de la CSI-AP.

- (iii) CSA:
 - (a) Rapport financier pour 2014
 - (b) Rapport des auditeurs internes pour 2014

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le rapport financier pour 2014 et le rapport des auditeurs internes pour 2014 de la CSA.

(e) Budget et programmes de la CSI pour 2016

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le budget et les programmes proposés pour 2016.

Le Conseil général **A APPROUVÉ** l'augmentation de 1 % des cotisations d'affiliation par rapport au taux de 2015.

(f) Fonds de solidarité: budget et programmes pour 2016

Le Conseil général **A APPROUVÉ** le budget et les programmes pour 2016 du Fonds de solidarité.

Point 16 à l'ordre du jour: Date et lieu des prochaines réunions, y compris le Conseil général en 2016 et le Congrès en 2018

Date et lieu du 16^e Conseil général de la CSI

Le président a informé le Conseil général que la prochaine réunion du Conseil général se tiendrait du 29 novembre au 1^{er} décembre 2016 inclus, à Bruxelles.

Le Conseil général **A PRIS NOTE** de la date et du lieu.

Date et lieu du 4^e Congrès mondial de la CSI

Lors de sa discussion sur ce point, le Conseil général a demandé au secrétariat de procéder à une analyse des aspects techniques, logistiques et financiers des propositions d'accueil du Congrès

mondial de la CSI en 2018 du TUC-Grande-Bretagne et de la LO-Danemark et de toute autre proposition présentée par les organisations membres avant fin janvier 2016, et de soumettre une proposition d'accueil du Congrès au Bureau exécutif lors de sa réunion en avril 2016. Le secrétariat informera toutes les organisations affiliées sur ce processus et la possibilité de soumettre des propositions d'accueil du Congrès, comprenant les informations préliminaires nécessaires.

Point 17 à l'ordre du jour: Divers

Le Conseil général a chargé Noriyuki Suzuki de présenter le prix Dorje Khatri à nos organisations affiliées aux Philippines (TUCP, FFW, SENTRO, KMU) pour avoir fait part d'un engagement extraordinaire en ce qui concerne le double objectif en matière d'action climatique et de droits des travailleurs.

José Mujica, ancien président d'Uruguay, a prononcé un discours liminaire lors de la réunion du Conseil général.

Le Conseil général a adopté la résolution sur l'Accord commercial du Partenariat transpacifique ([annexe VI](#)).

Le Conseil général a également adopté la résolution sur les violations des droits des travailleurs en Espagne ([annexe V](#)).

Des hommages ont été rendus à Nobuaki Koga, président de la JTUC-Rengo, à Manuel Bonmatí Portillo, secrétaire des relations internationales de l'UGT-Espagne, et à Lucien Royer, directeur du service international du CTC-Canada.

Le président a clôturé la réunion à 15h30 le 12 octobre 2015.

GS/km/MM - le 20 octobre 2015